

2.80 F

Algérie, 2 ha; Maroc, 2,30 ha; Tunisie, 220 m.;
Libanais, 1,50 ha; Israël, 14 sq.; Liban, 2,30 ha;
20 fr.; Canada, 5,10 ha; Israël, 2,30 ha; C.F.A.
Domenica, 8 fr.; Espagne, 70 sq.; E.-Z. 33 fr.;
Grèce, 40 fr.; Iran 120 fr.; Irlande 20 fr.;
Italie, 800 L.; Liban, 220 fr.; Luxembourg, 20 L.;
Norvège, 4,20 fr.; Pays-Bas, 1,50 fr.; Portugal,
60 sq.; Royaume-Uni, 170 sq.; Suède, 2,30 ha;
Suisse, 3,20 fr.; E.O., 95 cents; Yougoslavie, 26 sq.

Faire des abonnements page 32

2. EURO DES ITALIENS
Société PARIS CRONCA 100 000
C.O.P. 4507-23 PARIS
Téléx Paris n° 650522

T21 - 246 72 32

Directeur : Jacques Fournier

L'INTERRÈGNE PRÉSIDENTIEL

- M. Giscard d'Estaing souhaite « transmettre ses pouvoirs » à M. Mitterrand le 19 mai
- La hausse du dollar rend plus délicate la défense du franc

La passion des pouvoirs d'un président de la République à l'autre a été organisée par le législateur d'une manière plus technique — encore qu'imprécise — que politique. Imprécise, puisqu'il y a doute sur le terme exact du septennat et la date de l'entrée en fonctions effective du nouveau président. Il a fallu que son prédécesseur interroge le Conseil constitutionnel pour savoir à quel énoncé il s'en tenait ! C'est une première lueuse de ce calendrier décalé.

La dernière édition de saint du pape, publiée ce jeudi à 8 h. 40 par le Vatican, indiquait que Jean-Paul II avait passé une nuit calme. La vie du pape ne serait pas menacée.

L'attentat a soulevé dans le monde entier une très vive émotion, et, dès ce jeudi, « l'Osservatore Romano » a publié une édition anticipée. On a cherché à briser ce qui, au-delà de l'événement, est la foi des catholiques. Mais les hommes d'Etat ont agité notamment : « La charité de l'amour, comme le pardon, ne nous empêchent cependant pas de sentir que ce qui est arrivé est un crime horrible stérile des temps... »

[illegible]

Sur les marchés des changes, l'accélération de la hausse du dollar contrainst ce jeudi 14 mai — la devise américaine valait 5,57 francs — à Paris et 2,31 deutschemarks à Francfort — rendit plus difficile la défense du franc de nouveau soumis à de vives pressions. La Banque de France, qui aurait consacré près de 5 milliards de dollars, en trois jours, à ses interventions, a porté de 16 % à 18 % son taux d'intervention (record historique), à la fois pour retenir les capitaux étrangers et éviter une spéculation à domestique et contre la monnaie

M. Gaston Defferre, président du groupe des députés socialistes à l'Assemblée, morcelé, au milieu de France-Inter, que la proclamerait la victoire de la gauche, s'engage par un premier intitulé « politique », ce qui devrait horrifier soit M. Pierre Mauroy, soit M. Defferre. Mais il n'est pas le seul à se laisser Marcelle Pichaux porter l'œuvre de désobera-tion et que d'autres songent à lui comme président de la République.

Au-delà de ces supputations, il a toujours été prévu de constituer le premier gouvernement avec une majorité de gauche, à la fin de la semaine, sous le nom de « l'Union de la gauche ».

Il y en a uno autre : l'excèsive durée entre le date où se produit le fait politique du l'élection présidentielle et celle où l'élu peut commencer à exercer le réalité du pouvoir. On admet que le Conseil constitutionnel prenne le temps nécessaire — dix jours au maximum — pour vérifier l'authenticité des opérations électorales et examiner les éventuels recours des candidats ou des électeurs avant de proclamer les résultats du scrutin. Mais, dès lors que cette formalité est accomplie, elle devrait être immédiatement suivie de la possession des pouvoirs, étant entendu qu'un mandat s'achève lorsque l'autre commence.

Le président sortant et le nouveau président étaient d'accord pour raccourcir cette période délicate au cours de laquelle l'exercice du pouvoir n'est plus tout à fait assuré avec l'autorité requise. (Sinon pourquoi le gouvernement Barre démissionne-t-il ?) Mais la procédure retenue par le Conseil constitutionnel, et qui fixe au 24 mai l'échéance attendue, ralentit l'accomplissement d'un changement qui gagnerait, comme les dépassements sur le route, à être effectué rapidement.

En 1966, le général de Gaulle s'était succédé à lui-même. En 1969 et en 1974, la vacance du pouvoir, par la démission et par le décès des présidents en place, et l'entrée en fonctions de l'intérim avaient masqué les difficultés qui appelaient aujour-

Dans un pays où les affrontements idéologiques sont si marqués et où l'alternance vient de constituer un événement historique, le changement de président ne devrait pas provoquer deux semaines de vacuité du pouvoir.

L'ex-colonel misait sur deux atouts : un nationalisme radical et un paupérisme plus politique que religieux, qui se couvraient l'un et l'autre non sans abus, du patronage de Kemal Atatürk, ce pourquoi, sur ces deux chapitres, les autres partis, plus laïcs ou plus réalistes, hésitaient à l'attaquer.

M. Demirel et Evrenil ne firent rien pour déraciner le terrorisme converti par M. Turhan. Seul le gouvernement des militaires pouvait s'y attaquer sans se voir accuser du crime suprême d'« internationalisme ».

On ne discerne pas quel dessein poursuivent les inspirateurs l'attentant contre le pape. Si délégué qu'il ne paraît pas à la visite, il n'a pas été vu, pris de deux ans, et n'a pas provoqué de vastes protestations. Les érudits n'en ont pas dit, et l'abbé n'a pas préché de guerre sainte. Les motifs invoqués pour l'absence du pape, en novembre 1972, quand il annonçait sa volonté de tuer le pape, n'avaient ni aucun effet, ni aucune conséquence. Quelque chose de gratuit, d'individuel. Encore faut-il noter que l'inspiration politique est évidente, et que l'acte est sa persévérance. On sent que l'acte est un geste dans une idéologie bien définie et sert de base à des méthodes dont les buts sont évidents. On sent que les méthodes sont destinées à servir les intentions proclamées par le régime des

scénarisé sur la place Saint-Pierre. Anzi, une fois connue l'identité de l'auteur, les journaux d'extrême droite, Mehmet Ali Aygün, condamne à mort par contumace pour l'assassinat. En 1978, d'un journaliste d'extrême droite, *Mehmet Ali Aygün*, se fut su à mesure que les communistes des médecins de la clinique Gemelli se font plus réticents, la tension des journaux d'extrême droite à diminuer. Elle a commencé à diminuer.

par CHARLES-FERDINAND moins partiel qu'elle a finalement obtenu, ont l'issé des traces pro-

**LA CRISE
DE «L'EXPRESS»**

- Un entretien avec J.-F. Revel.
- Le droit du propriétaire, par
Philippe Lasserre.

NOTHOMB (*)

Des revendications du même type naissent en «en partout, même dans des pays où, comme l'Allemagne et l'Italie ont été pendant longtemps des modèles d'esprit communautaire. L'Europe est née et s'est développée parce que les dirigeants d'abord, et leurs peuples ensuite, avaient la

A cet égard, la longue querelle qui pendait plus d'un an depuis la Commune à propos de la question de la répression des crimes doit être considérée comme un signal d'alarme. Les revendications de la Commune ont été largement satisfaites en mal dernier par un compromis bocheux qui n'a fait que retarder la crise révolutionnaire se fondant au départ sur un raisonnement erroné, mais qui nous fait à nouveau affronter la question de la répression.

(Lire la suite page 11)

Mise à mort d'un PM

... (7) Ministre des Affaires étrangères
de Belgique.

PHILIPPE SAINT-GR
le
vendredi
des
banquiers



Le roman
d'une histoire vraie.
FLAMMARIION

Roman,
258 pages.

Flammariion

AU JOUR LE JOUR *Teilhard o*

Bilan

Sachant que M. Mitterrand, dans ses sermons à l'Élysée, faisait écho à un bilan de l'état de l'économie nationale, nous sommes allés demander un à M. Barre. Pour lui, le bilan est, en fait, un exercice de style, un exercice de rhétorique, mais même, car à l'endurance du bilan nous ne devons pas ajouter celle de la vérité, qui est différente du bilan de l'action. De M. Giroud d'Estéty et de Barre fait un bon dressé par la nouvelle équipe arrivée au pouvoir. Mais dans l'ensemble, l'opinion personnelle de nous autres, journalistes, est de plus incertaine, ce sont les chiffres !

MICHEL CASTA.

AUTOUR D'UN CENTENAIRE

Teilhard de Chardin

Le point culminant des manifestations qui marqueront le centenaire d' la naissance du Père Teilhard de Chardin devrait être constitué par le colloque international qui se tiendra sous les auspices de l'UNESCO en septembre prochain. Il fournira à des spécialistes de toutes les dis-

Hors de l'Eglise, les jugements les plus divers ont été formulés : si la publication posthume des principales œuvres de Teilhard vaut celui-ci une renommée mondiale et de nombreux lecteurs, le cours de ces derniers semble avoir diminué depuis quelques années.

Sans doute parce qu'il est difficile de le classer dans une discipline donnée, Talhaoui resta marqué des universalistes et ignorait les philosophes. En-deuxième lieu, il n'avait pas lu la philosophie, il demanderait donc à un philosophe d'être objectif ce qui est absurde, aujourd'hui, de cette pensée dérivante et problématique ne croit d'ordinaire que l'homme.

C'est pourquoi, sur ces pages 22 et 23 du monde de livres, les articles de Jean de Rort, François Russo et Albert Jeanmaire.

C. DELACAMPAGNE

15 mai 1981

EUROPE

Irlande du Nord

La procession qui devait accompagner la dépouille mortelle de Francis Hughes a été interdite

Belfast (A.F.P., A.P.). Le corps de Francis Hughes, mort le 12 mai à Belfast au terme de cinquante-neuf jours de grève de la faim, a été transporté mercredi vers le village natal du militant républicain. Hughes, près de l'abbaye de Downpatrick, où il sera enterré vendredi, la police s'est en effet opposée à ce qu'une procession qui aurait dû se dérouler dans les rues catholiques de Belfast.

De nombreux habitants de quartiers catholiques portant des drapeaux noirs étaient massés en début d'après-midi devant l'église d'Andersonstown pour participer au cortège qui devait être accompagné d'une garde d'honneur de l'IRA. Le cortège a finalement quitté Belfast avec six heures de retard, directement pour Belfast.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans Belfast qui n'a pas connu, dans sa ville, de violence depuis le début de la semaine. Les forces britanniques ont été renforcées dans la ville, mais les violences ont cessé.

Le jeune homme est né dans une famille à Belfast, a été membre de la branche politique de l'Armée de libération nationale irlandaise (I.R.A.). Joseph McGinnis, un adolescent, blessé lors des violences de la semaine dernière, a été blessé en plusieurs lieux par des balles en plastique tirées par des forces de l'ordre. Le jeune homme a été blessé à l'hôpital Royal Victoria de Belfast. Il a été blessé par des balles en plastique tirées par des forces de l'ordre.

Danemark

M. Joergensen pourrait être contraint d'organiser des élections anticipées

De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement minoritaire social-démocrate, en place depuis octobre 1978, se trouve confronté au cours des prochains jours à la question de la tenue d'élections anticipées. M. Joergensen, chef du gouvernement, sera-t-il obligé une fois de plus d'appeler au scrutin les citoyens danois ? Une telle éventualité apparaît de plus en plus probable depuis qu'il a été élu le 12 mai à la tête du gouvernement.

Deux questions majeures menacent en effet aujourd'hui l'existence de l'équipe au pouvoir. D'une part, le ministre des Affaires étrangères, engagé des pourparlers avec trois pays qui lui ont permis de conclure des accords de coopération de défense, a été élu le 12 mai à la tête du gouvernement. D'autre part, le ministre de l'Intérieur, engagé des pourparlers avec trois pays qui lui ont permis de conclure des accords de coopération de défense, a été élu le 12 mai à la tête du gouvernement.

Yougoslavie

SECON LA LIGUE DES COMMUNISTES

Les manifestants du Kosovo voulaient «s'attaquer à l'ordre constitutionnel»

Cinq cent cinquante personnes ont été arrêtées jeudi, dont quatre cent cinquante en correctionnel, pour leur participation aux événements du Kosovo, a annoncé M. Milan Djukanovic, secrétaire exécutif de la Ligue des communistes yougoslaves, dit, mercredi 12 mai, par le journal «Borba».

De notre correspondant

Belgrade. — Les dirigeants du mouvement de libération du Kosovo, qui continuent à dénoncer la politique intérieure yougoslave, ont été arrêtés jeudi. Les manifestants ont été arrêtés jeudi.

C'est ainsi que, mardi 12 mai, le centre universitaire de Pristina a été de nouveau le théâtre d'une agitation. Les étudiants ont été arrêtés jeudi. Les manifestants ont été arrêtés jeudi.

Chaque jour, les organes d'information font état de nombreuses arrestations. Les communistes du Kosovo et des autres organisations sociales ont été arrêtés jeudi. Les manifestants ont été arrêtés jeudi.

AFRIQUE

Tunisie

Des élections législatives anticipées auront lieu en octobre

De notre correspondant

Tunis. — Le processus devant conduire à l'instauration d'un multipartisme, dont le principe a été reconnu par M. Bourguiba lors du congrès extraordinaire du parti socialiste tenu à Tunis le 12 mai, a été confirmé mardi 12 mai. Le président de la République, M. Bourguiba, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain. Le premier ministre, M. Mohamed Masmoudi, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

Depuis un mois, plusieurs mouvements d'opposition se sont constitués. L'opposition a été reconnue par le régime. L'opposition a été reconnue par le régime.

MICHEL DEURE

DIPLOMATIE

AU CONSEIL DE DÉFENSE DE L'OTAN

Washington obtient satisfaction sur toute la ligne

Bruxelles (A.F.P.). — L'administration de M. Reagan a obtenu mardi 12 mai, auprès des ministres de la Défense de l'OTAN, la reconnaissance de la ligne de la défense de l'OTAN. L'OTAN a obtenu la reconnaissance de la ligne de la défense de l'OTAN.

À Rome, il y a deux semaines, le secrétaire d'État, M. Reagan, avait proposé aux alliés l'ouverture d'un dialogue sur les questions de défense de l'OTAN. L'OTAN a obtenu la reconnaissance de la ligne de la défense de l'OTAN.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

À Paris, le ministre des Affaires étrangères, M. Badier, a déclaré que des élections législatives anticipées auront lieu en octobre prochain.

PROCHE-ORIENT

Egypte

LA DÉMISSION DU VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL

D'un scandale à l'autre ?

Le vent de scandale qui souffle sur l'Égypte — et avec lui, le vent de la démission du vice-président du conseil — a été renforcé mardi 12 mai, par la démission du vice-président du conseil, M. Mohamed Masmoudi. M. Masmoudi a déclaré qu'il démissionnait de son poste de vice-président du conseil.

M. Masmoudi, ancien ministre de l'Intérieur, a été élu vice-président du conseil en 1970. Il a été élu vice-président du conseil en 1970.

Le scandale était double. Le premier était celui de la démission du vice-président du conseil. Le second était celui de la démission du vice-président du conseil.

MICHEL DEURE

Liban

Israël reconnaît qu'un avion sans pilote a été abattu par un missile syrien

De notre correspondant

Beirut. — Un avion de reconnaissance israélien a été abattu mardi 12 mai, par un missile syrien. L'avion a été abattu par un missile syrien.

Après un moment de confusion, les versions concordantes de l'incident ont été données. L'incident a été donné par les versions concordantes de l'incident.

Bien que l'incident soit grave, les tensions entre Israël et la Syrie ne sont pas devenues insupportables. L'incident a été donné par les versions concordantes de l'incident.

Mardi, des troupes israéliennes ont été envoyées en Syrie. L'incident a été donné par les versions concordantes de l'incident.

Enfin, et surtout, Israël ne semble pas avoir eu besoin de détruire l'avion syrien. L'incident a été donné par les versions concordantes de l'incident.

L'incident de mardi a été donné par les versions concordantes de l'incident.

L'incident de mardi a été donné par les versions concordantes de l'incident.

L'incident de mardi a été donné par les versions concordantes de l'incident.

L'incident de mardi a été donné par les versions concordantes de l'incident.

L'incident de mardi a été donné par les versions concordantes de l'incident.

ISTH
INSTITUT DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PRÉPARATIONS INTENSIVES
DE MAGISTRÈS
Entrée en 1981
TOLBIAC 63 Av. de la République 75013 Paris
Tél. 55 32 32

le grand homme

afrique
asié
N 239
NAMIBIE :
L'echec de Crocker
ZAIRE :
La bombe Bond

ISTH
INSTITUT DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
préparation au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
Examen PROBATOIRE - Taux de réussite élevée
AUTUEL 63 Av. de la République 75013 Paris
TOLBIAC 63 Av. de la République 75013 Paris

afrique
asié
N 239
NAMIBIE :
L'echec de Crocker
ZAIRE :
La bombe Bond

afrique
asié
N 239
NAMIBIE :
L'echec de Crocker
ZAIRE :
La bombe Bond

مركز امان لامل

PROCHE-ORIENT

CORRESPONDANCE

« La bombe irakienne »

Une lettre de M. Hajdenberg

M. Hajdenberg, président du

Renouveau juif, nous écrit :

« Résident coréen, depuis

qu'il a tenu au Renouveau juif,

le président du Renouveau juif,

présenté une conférence dans

le Monde du 16 avril, à la suite de

l'annonce publique que notre

mouvement a fait paraître dans

notre journal des 1^{er} et 2^{er} février

sur le sujet du danger que représen-

te le livre de M. de la Haye

à l'égard de la technologie nucléaire.

« Je tiens tout d'abord à

remercier M. de la Haye pour

son livre, qui porte sur

des problèmes de la non-proliféra-

tion des armes nucléaires et sur

la question de savoir si il y a

une « probabilité » mais il est

impossible à l'heure actuelle

pour l'Irak de se doter de l'arme

nucléaire grâce à la France.

« Dans son argumentation

scientifique, il ne mentionne pas

les données par l'Irak à l'égard

d'un laboratoire complémentaire

présenté au Renouveau juif à un

taux de 80 % d'uranium enrichi

à 93 % par la France.

« L'Irak pourrait donc utiliser

un uranium opérationnel à des

fin militaires, et il est

conclu que ces données

bombes du type atomique.

« Le professeur Kadane ne

peut pas non plus que l'Irak a

reçu que la France lui livre du

carburant à l'usage civil, du type

« ossement », seulement uti-

lisables à des fins civiles. L'inter-

vention scientifique s'appuie sur

les textes des traités internatio-

naux « auxquels » adhère l'Irak

et sur les moyens de

contrôle du bon emploi à des

fin pacifiques, pour contre « im-

probable » le « danger » qu'il

soit, le professeur.

« A cet égard, il lui était

impossible d'empêcher de mention-

ner l'existence d'un tel

suivant les termes mêmes du

traité de non-prolifération

auquel il a adhéré. L'Irak peut

se retirer de celui-ci, et donc

réviser ses engagements, avec un

simple préavis de trois mois.

« Je tiens sur ce point, le

professeur Kadane et l'inspiration

de la bombe atomique française,

déclarant à un quotidien fran-

çais : « J'estime qu'il n'est pas

raisonnable de penser que la

France ait pu contrôler le

secret autour de ce projet car

celui-ci ne peut être protégé que

par des moyens techniques et

scientifiques, et non par des

mesures militaires. » « Mais,

si l'Irak ne refuse les contrôles

de l'Agence internationale de

l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

de l'énergie atomique, et fuit les

contrôles de l'Agence internationale

Les précisions de M. Chirac

M. Chirac a notamment dé-

claré à l'Agence télégraphique

suivante, le 5 mars dernier :

« Les modalités de réalisation de

cet accord ne concernent pas le

journalisme du résident Chirac et du

conjoint. Il s'agit d'un accord de

coopération scientifique, qui est

paris avec une extrême prudence

et la volonté de ne pas prendre

de risque. Celle-ci a été la situa-

tion jusqu'à mon départ du

gouvernement.

« Ce qui s'est passé après mon

départ ne m'est pas connu en

détail. Je puis seulement dire que

les modalités définitives ont été

signées par le résident Chirac et

moi-même, et que c'est en octobre

1979 que le premier ministre

M. Raymond Barre devait donner

son accord au ministre compétent

pour l'opération, et les fournis-

seurs.

« Je ne puis vous en dire plus

Je rappelle cependant que l'Irak

avait pris un certain nombre d'en-

gagements. D'après moi, ce pays a

signé le traité de non-proliféra-

tion des armes nucléaires, l'inter-

disant d'accéder à l'armement nu-

cléaire, puis a signé en 1973 un

accord avec l'Agence internatio-

nale de l'énergie atomique

(AIEA) de Vienne, visant les

activités nucléaires sous le contrôle

de cette agence. Dans la pratique,

des centaines d'ingénieurs de

campagnes atomiques et de

soins et la visite d'experts.

L'ensemble de ces moyens permet

de décider à temps des décou-

vements et même toute manipu-

lation suspecte. Les échantillons

analysés dans quarante-sept

pays et jusqu'à présent aucune

menace n'a été constatée par

l'AIEA. Il n'y a de menace pour

aucun pays.

J'ajoute, enfin, que sans mon

gouvernement, l'accord franco-

irakien du 15 novembre 1978 a

été confirmé par des

engagements spécifiques. A ma

connaissance, les premiers livrai-

sons d'uranium effectués à l'Irak

l'ont été en mai 1980 sous le

contrôle de l'Agence de Vienne. Cette

agence a d'ailleurs envoyé une

mission d'inspection sur place

après le bombardement du site du

réacteur, conformément à l'ac-

cord de garanties Irak-AIEA.

Voilà la mise au point que l'ir-

akien a faite à ce sujet. Je suis

très conscient du danger que peut

faire courir un développement

des armes nucléaires de l'Irak.

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »

« La bombe irakienne »


« La bombe irakienne »

35 من الاموال

SADATE

Pharaon d'Egypte

par **THIERRY DESJARDINS**
le journaliste français qui connaît le mieux le Proche-Orient.



536 pages
16 pages de photos
des révélations
chez votre libraire

V
Editions Marcel Vahut
diff. Soledis

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.

prochaine session de recrutement : 26 juin 1981
date limite de dépôt des dossiers : 22 juin 1981
dossiers de candidatures et brochures détaillées

I.G.S. - PROGRAMME MANAGEMENT AVANCE
établissement privé d'enseignement supérieur 25, rue Franklin 75008 Paris

AMÉRIQUES

L'ancienne présidente Isabel Peron pourrait être graciée

Argentine

Correspondance

Le sort de l'ancienne présidente Isabel Peron, démise depuis le coup d'Etat militaire qui l'a renversée le 24 mars 1976, reste incertain après sa condamnation, le 30 mars dernier, à huit ans de prison pour question frauduleuse de mouvement péroniste, qui fonde public. Dans un effort pour rétablir l'opposition du reste très puissante en Argentine, le général Viola, successeur du général Videla à la tête de l'Etat, pourrait être tenté d'accorder prochainement sa grâce à la veuve de Juan Peron.

Buenos-Aires. — En demandant à trois personnalités du premier plan du mouvement justicialista (1) d'assurer sa défense aux côtés de son avocat, M. Julio Arizola, Mme María Estela Martínez Peron, veuve du défunt dictateur, a cherché à politiser une affaire que les militaires avaient voulu circonvenir au seul plan juridique.

En tant qu'« épouse Isabel », n'a jamais cessé d'être politique. Lorsque, dans la nuit du 24 mars 1976, les auteurs du coup d'Etat arrivèrent à la résidence d'El Mar del Plata, dans le sud du pays, c'est la première qu'elle voulut ainsi écarter définitivement du pouvoir. Le 28 juin 1976, l'ex-présidente fut, en vertu de l'« loi de responsabilité institutionnelle », privée de ses droits politiques et déclarée inapte à l'exercice de fonctions publiques. Même si la justice accumule alors les charges contre elle (cinq au total), les délits qui lui sont imputés ne justifient pas une détention préventive aussi longue que celle qu'elle a subie. L'entente tendue de la justice tout au long de ces cinq années a surtout répondu à des impératifs politiques.

Que reproche-t-on à Mme Isabel Peron ? D'avoir reçu des « cadeaux » d'une banque pour son anniversaire, d'avoir transigé fidèlement un immeuble au parti justicialista, d'avoir commis des irrégularités dans l'utilisation des fonds réservés de la présidence et, surtout, d'avoir été

de façon frauduleuse, avant et après sa fondation, les fonds de la croisade de « volonté justicialista », une soi-disant institution de bienfaisance créée en 1973 et dont Mme Peron était la présidente. Selon l'accusation, la veuve de Juan Domingo Peron aurait dévié une série de chèques — dont le fameux « chèque présidentiel » en faveur des soins de la première épouse du général Peron, Eva — qui ne correspondait en rien aux fins de l'institution.

Ces accusations sont discutées par de nombreux juristes. Il est relativement facile de soutenir que les fonds « réservés » ont été détournés de leur destination. Par ailleurs, en décembre 1976, Mme Isabel Peron avait déjà déclaré non coupable dans l'affaire du chèque présidentiel. Passant outre au principe de la chose jugée, la justice avait annulé cette décision en juin 1978, et le procureur avait demandé sa mise en prison. Successeur du général Videla à la tête de l'Etat, le général Viola comptait sur une décision rapide de la justice afin de ne pas laisser d'un problème que le temps rendait de plus en plus complexe. Le 24 décembre 1980, le cas de Mme María Estela Martínez Peron, jusqu'alors pionnière politique « à la disposition du pouvoir exécutif », était officiellement renvoyé entre les mains de la justice. Tout porte à croire que les juges recevront alors l'instruction d'accélérer le dénouement juridique de l'affaire.

Comment expliquer dans ces conditions que, le 20 mars dernier, à la surprise générale, le juge Norberto Giliatti ait condamné Mme Peron à huit ans de prison pour question frauduleuse de fonds publics dans l'affaire de la croisade de la « volonté justicialista » ? Le 15 avril, le cour d'appel a annulé le jugement du 4 février dernier qui proclamait son innocence sur l'affaire des fonds réservés ? Raisonner ? Volonté de

marquer de l'air dure des forces armées, dont l'opposition au général Viola est allée en augmentant depuis sa désignation comme président, en octobre 1980. Les adversaires de l'ouverture politique et du dialogue avec les péronistes pourraient alors considérer l'adoption de l'ex-présidente comme une valeur exemplaire et servirait à discréditer une fois pour toutes le péronisme.

Limites des délits
Ce calcul paraît surprenant tout de même. La figure d'Isabel Peron est grande de cinq années de captivité, et le spectacle peu réjouissant offert par la justice n'a fait qu'accentuer son image de victime. La veuve de Juan Peron a acquiescé aux vœux de l'opinion publique en l'acceptant, dont elle ne jouissait pas lorsqu'elle était présidente de la nation.

Ni du côté des militaires ni du côté des péronistes, on ne souhaite toutefois, que l'ex-présidente acquiesce une force qui lui permette de jouer un rôle politique de premier plan. Le mouvement péroniste est en pleine crise, tant sur le plan politique que syndical, et ses divisions se sont encore aggravées au cours des dernières années. A part quelques « ultravertébrales » (2) inconditionnelles de Mme Peron, la grande majorité des péronistes doutent de sa capacité à reconstruire le mouvement et à lui donner des structures solides. Les vertébrales eux-mêmes estiment que, dans le cas où la veuve de Juan Peron déciderait de faire sa

rentrée sur la scène politique elle devrait « signer avec gouverner ». Aussi parle-t-on, à Buenos-Aires, de la possibilité d'une solution permettant de « limiter les délits » et de déboucher les relations entre les forces armées et les péronistes : la grâce présidentielle serait accordée à Mme Isabel Peron en échange de garanties concernant ses activités futures.

JACQUES DESPRES.

PHOTO-CINEMA

Comment acheter moins cher

CRICUE vous apprend d'abord votre point matériel au meilleur prix et vous propose du neuf à des prix réduits.

Photo CRICUE - 69 bis, boulevard des Filles du Calvaire 92005 Paris - Tél. 01 07 08 08 (jeux de 10 à 15 minutes)

La magasin des références à acheter les premiers

LENTILLES OSIRIS

Lentilles de contact à 1,10 € (tous modèles, toutes tailles, toutes couleurs). Vos lentilles le jour même. Pour tous les Sports.

450 F le pack (lentilles + boîtes) pour 15-20 ans. Remplacement gratuit.

LES LABORATOIRES OSIRIS
PARIS 13^e (M. Châtelet) 20 rue de la République (M. République) 75013 Paris
PARIS 13^e (M. Châtelet) 20 rue de la République (M. République) 75013 Paris
LYON 6^e (M. Foch) 4 rue de la République (M. République) 69006 Lyon

Et si vous essayiez plutôt une Jetta Formule E?

5,51 à 90 km/h



Avant une Jetta, c'est déjà une économie. Mais avec la Jetta E, vous allez découvrir la merveilleuse sensation d'être plus actif, plus vivifié, plus économe que les autres. Tout cela grâce à l'équipement Jetta qui vous offre l'option Formule E.

La boîte de vitesse 3+1 E

En plus des rapports 1 à 3 la boîte de vitesse 3+1 E, qui offre un rapport de 37, grande boîte de vitesse et son agencement de conduites il offre une vitesse supplémentaire, la vitesse E, elle réduit le régime, fait baisser la consommation, et diminue le niveau sonore d'environ 5 décibels.

L'indicateur de changement de vitesse

C'est un indicateur de changement de régime. Un voyant



lumineux d'allume au tableau de bord dès qu'il est plus économique de passer à la vitesse supérieure.

L'indicateur de consommation

En vitesse E un cadran permet de surveiller constamment la consommation.

L'aérodynamisme amélioré

Les montants de portes recouverts de plastique et l'adoption d'un baccalier arrière-cloison à la Jetta E un meilleur coefficient de pénétration dans l'air. Moins bruyant, elle consomme moins.

Et voilà pourquoi vous Jetta E est économe. D'ailleurs, voici ses consommations en l/100 km : 5,51 à 90 km/h, 7,5 à 120 et 6,91 en ville. La Jetta E est une bonne compromise : votre budget, elle refuse la part du lion.



Volkswagen Formule E: des économies, pas des restrictions.

U.S. POLY

3820 F

3820 F

مركز من زلازل

ASIE

Cambodge : de la terreur à la contrainte

II. - « Lancer la machine »

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Le Cambodge n'est plus menacé par la famine, mais la situation alimentaire reste précaire. Le pays manque de riz cette année. (Le Monde - 14 mai).

Phnom-Penh. — Villes et provinces tiennent le haut du pavé. Les cyclones, ont repassé du service. Géographes et marchands ambulants encombrent les trottoirs. A moins la rue, des équipes mobiles vaccinent les passants contre le choléra. Au milieu de ses décombres, Phnom-Penh respire enfin à la vie.

Aujourd'hui, la ville compterait au moins quatre cent mille habitants : sa population a triplé en un an. Ce sont, pour la plupart, des paysans qui, entre labour et récolte, viennent à la ville chercher un complément de revenus. Ces flux citadins campent, dit dans des bordures épaisses, qui dans des bordures épaisses, dit dans des bordures épaisses. Le sont des autorités est de « ramasser à la coupe des milliers d'émigrants et de contrôler leurs mouvements ».

Pour bien faire, il faudrait fermer Phnom-Penh et pour cause de « fruscas ». La ville est à ce point insupportable qu'on voit mal ses places se couvrir de mille, 40 % seulement du parc immobilier est réparable. Le réseau d'égouts ne fonctionne plus : deux stations de pompes sur six sont en état de marche. Les baignes en eau potable sont tendues à 10 000 mètres cubes par jour, mais il est impossible d'en produire plus de 45 000 mètres cubes.

Les ordres s'accumulent dans les rues et un obscurcissement certain. La municipalité qui ne dispose que de quatre camions-bus, peut en ramasser quotidiennement moins de la moitié. Les rails sont à la rue.

Il faudrait réparer les digues qui protègent la ville, mais le seul établissement d'enseignement supérieur du pays — achève de former des étudiants qui, à cause des événements, ont dû arrêter leur scolarité en cinquième ou en sixième année. La dernière promotion, qui vient tout juste de partir, compte vingt-cinq diplômés. Notre objectif est d'arriver, l'an prochain, en partie dans chaque province un médecin, un chirurgien et un pharmacien, a indiqué M. Nuth Barovet, vice-ministre de la santé. L'urgence est telle qu'on procède à la formation de médecins et pharmaciens par personnel infirmier ne dépense pas trois mois. L'impossibilité de s'offrir le luxe d'un enseignement complet. C'est en sachant qu'on apprend à soigner.

Tout est à réinventer

Et que dire de l'équipement hospitalier ? Pas d'eau courante à l'hôpital de Kompong-Cham : cet hôpital de ravitaillement — à l'extérieur du bâtiment — ne fonctionne que quatre heures par jour ; pas d'ambulances : les malades doivent se déplacer en balais, en canots ou en charrette à bœufs. Pas de cuisine à l'hôpital de Taïeuh : une seule planche dans la cour en tient lieu.

Les Khmers rouges avaient tiré un trait sur la santé aussi bien que sur l'éducation. « C'était une utopie, il n'y a pas de progrès sans éducation », a déclaré M. Nuth Barovet. Si nous voulons créer un service de santé, il faut commencer par la destruction du peuple.

Tout est à réinventer. Le Cambodge repart de zéro. Un million trois cent mille enfants suivent des cours de « primaire » (soixante mille l'an dernier, soit près de quatre fois la population scolaire). 58 % sont en première année. Les effectifs du « secondaire » sont maigres : sept mille élèves — ceux du

« supérieur », agricoles : sept cents étudiants.

Le gouvernement s'est, en outre, donné trois ans pour alphabétiser les hommes et femmes en dessous de quarante ans. Quarante mille adultes, sur les cent mille que compte le pays participent ainsi en dehors de leurs heures de travail à la formation des adultes. Le principe est simple, explique le ministre de l'éducation. Les plus instruits enseignent les moins instruits et les moins instruits les autres.

Septembre la qualité des instituteurs formés à la vie, l'absence de livres en cours d'impression, le manque de locaux, de papiers et de tableaux noirs, de cahiers et de crayons, l'importance de « lancer la machine ». Ainsi, tout est à réinventer. Les enfants sont à même le sol dans des salles de classe sans mobilier ou des malades emmenés en plein air, à l'ombre d'un manoir.

Presque par le temps, le Cambodge l'est aussi pour réduire son économie. Les autorités s'efforcent de reconstruire un tissu de petites et moyennes entreprises : outillage agricole, matériel de construction, articles ménagers. Une œuvre de longue haleine. Les Khmers rouges ont détruit des milliers de machines. Il y a dix ans, l'usine textile de Kompong-Cham, offerte par la Chine, tournait sans discontinuer et produisait 100 000 mètres de tissu par jour ; aujourd'hui, 2 000 mètres seulement. « Il nous manque des colonnes, des roulements, des courroies, raconte son responsable. Nous faisons nos pièces de rechange. Il nous est impossible de remplacer les colonnes dans les machines, si bien que ces machines sont en repos forcé ».

Le Cambodge cherche des partenaires. C'est à l'Etat par la force des choses. A l'Etat étranger, nous avons besoin de beaucoup d'acier, nous avons besoin de beaucoup d'acier, nous avons besoin de beaucoup d'acier. Il nous est impossible de remplacer les colonnes dans les machines, si bien que ces machines sont en repos forcé.

en rose 229 000 en Thaïlande, 35 000 au Vietnam et 10 400 au Laos. Le S.C.A.R. recherche l'accord de Phnom-Penh pour accélérer ces rapatriements volontaires.

Les autorités jouent avec malice, dans le fait de ces rapatriés, ne se glissent des éléments hostiles au régime. Si revanche, sans trop d'illusions, elles essaient — comme en leur temps les Khmers rouges l'avaient fait — de rendre la main à leurs compatriotes d'entre-mur qui vivent notamment aux Etats-Unis et en France. Mais cela-ci voudrait-il se mettre au service d'un pays dont on leur dit qu'il n'est plus tout à fait maître de son destin ?

Prochain article :
L'ARMÉE VIETNAMIENNE, GARANTE DU « STATU QUO »

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
secrétariat médical

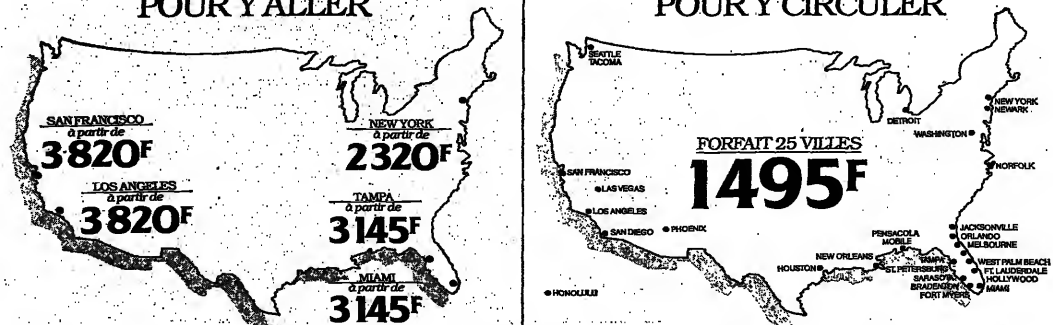
Soyez une vraie secrétaire, vous deviendrez une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS
Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

U.S.A: prix serrés.

POUR Y ALLER

POUR Y CIRCULER



New York pour 2 320 F ! Voilà un prix serré Pan Am. Autres prix serrés : Los Angeles pour 3 145 F. Ces prix surprenants sont ceux des « Vols Loisirs » Pan Am. Ce sont tous des aller-retours. Ces « Vols Loisirs » partent de Paris-Orly. Ce sont des vols réguliers et on y profite du fameux service Pan Am. Car sur Pan Am, prix serré ne veut pas dire accueil restreint. Pour connaître les conditions de vente propres aux « Vols Loisirs » Pan Am, contactez votre agent de voyages ou Pan Am : 266.45.45.



Pan Am vous ouvre les bras.

1 495 F* pour parcourir toute l'Amérique en long et en large ! Encore un prix serré Pan Am. Choisissez parmi les 25 villes que dessert Pan Am et organisez votre voyage à votre guise. Vous pouvez même faire escale à San Juan ou Mexico pour 675 F de plus. Pour bénéficier de cet extraordinaire billet-forfait, le « Pan Am Pass », il suffit de traverser l'Atlantique avec Pan Am, de rester de 7 à 45 jours sur place et de ne pas séjourner 2 fois dans la même ville. Pour tout savoir sur le « Pan Am Pass », contactez votre agent de voyages ou Pan Am : 266.45.45.

* Ces prix sont ceux de la classe économique et se fondent sur le cours du dollar à 6,55.

pourrait être grande

PHOTOCHIMIE
Comment acheter
mieux chez

LABORATOIRES
OSMOS

Poids 22 g
Portée 200 m
Qu'est-ce que
c'est ? Le mini-
radio HOMER

Le mini-radio HOMER est le seul appareil de ce type qui fonctionne sur une pile à pile, et se recharge par le secteur. Il est très pratique, et se recharge par le secteur. Il est très pratique, et se recharge par le secteur.

vous
z plutôt
etta
le E?



restrictions.

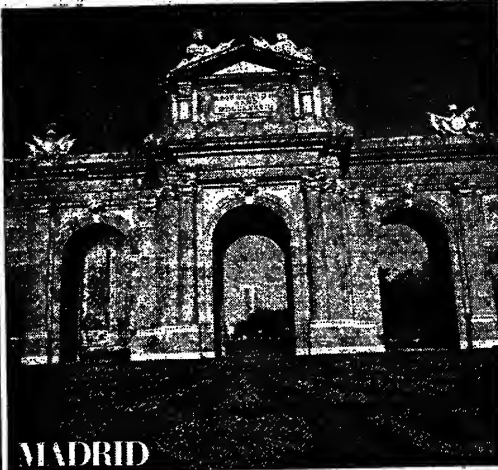
هكذا آمننا الاصل

هكذا من لاصح

gouvernement



BARCELONE



MADRID



MALAGA



ILES CANARIES

Arrêt de Bus: Espagne.

Une grande nouvelle.
Ce printemps, Iberia vous offre en service régulier le spacieux Airbus A300 B-4.
Ce qui signifie plus de place pour étendre vos jambes, d'excellents fauteuils pour vous délasser. Et moins de bruit pour diminuer la fatigue du voyage.
Iberia vous propose l'Airbus A300 B-4 non seulement en Europe mais aussi sur ses vols nationaux. C'est aussi une grande nouveauté. Car Iberia possède le plus grand réseau

d'aéroports d'Europe.
Aussi la prochaine fois que vous devrez voler, n'oubliez pas la compagnie qui vous offre le plus d'arrêts de bus en Europe.

DESTINATIONS

Londres • Francfort • Paris • Rome • Madrid
Malaga • Barcelone • Iles Canaries



IBERIA Airbus A300

675
470
275
90
69
32

YOUNG & RUBICAM

55.5 من راحل

démissionnaire

POLITIQUE

M. MICHEL DEBATISSE

(industries agro-alimentaires)
Exploitant agricole à Paludoux (May-de-Dôme), et il est né le 1^{er} avril 1929. M. Michel Debatisse a été secrétaire général de la J.A.C. (Jeunes agriculteurs catholiques) de 1954 à 1957, puis du C.N.A.S. (Centre national des jeunes agriculteurs) de 1958 à 1964. Entré au bureau de la F.N.S.E.A. en 1963, il sera élu président de la centrale paysanne en 1971, poste qu'il a conservé jusqu'en 1979 pour être élu, sur la liste conduite par M. Simone Veil, à l'Assemblée des Communautés européennes, où il adhère au groupe des démocrates-chrétiens. M. Debatisse avait été nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des industries agricoles et alimentaires, le 22 octobre 1979.

M. JACQUES LEGENDRE

(formation professionnelle)
Professeur agrégé d'histoire, agrégé, député de la sixième circonscription du Nord (Nord), maire de cette ville depuis 1977. Ancien secrétaire général adjoint de l'I.T.I.R. (Institut technique de l'industrie rurale), il avait conduit la manière dont M. Chirac avait conduit la direction de cette formation et s'était présenté contre lui. Il est entré au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail en avril 1977. En 1978, il a été réélu avec 50,1 % des voix. Son suppléant est M. Claude Freguette (C.F.R.).

M. JEAN-PAUL MOUROT

(justice)
Administrateur de presse, directeur administratif du journal *le Matin*, M. Mourot a été élu député (U.D.F.) de la troisième circonscription de l'Indre en 1968 (réélu en 1973). Maire du Blanc (1971-1973), conseiller général du canton de Tournon-Saint-Martin depuis 1974. M. Mourot a été réélu député R.P.R. de l'Indre (avec 61,25 % des suffrages) en mars 1978, laissant son siège à son suppléant, M. Jean Vialbert (R.P.R.). Il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires ministérielles de la justice, en 1978. M. Mourot est né le 30 septembre 1921 à Méné (Mayenne).

M. JEAN FARGE

(sécurité sociale)
Né le 1^{er} août 1928 à Tournay, M. Jean Farge a été élu député (R.P.R.) de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis à partir de 1968. Il a présenté l'année suivante sous mandat aux élections législatives sur une liste présentée par le CNIP et les républicains démocrates. Deux ans plus tard, M. Farge est élu député (R.P.R.) de l'Indre (avec 61,25 % des suffrages) en mars 1978, laissant son siège à son suppléant, M. Jean Vialbert (R.P.R.). Il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires ministérielles de la justice, en 1978. M. Farge est né le 30 septembre 1921 à Méné (Mayenne).

M. RÉMY MONTAGNE

(cartes)
M. Rémy Montagne est né le 9 janvier 1917 à Mirabeau (Vaucluse). Directeur politique de l'Éclair-Sol à partir de 1955, il a présenté l'année suivante sous mandat aux élections législatives sur une liste présentée par le CNIP et les républicains démocrates. Deux ans plus tard, M. Montagne bat des records lors de la députation de la Seine-Saint-Denis en 1968 et en 1973. Conseiller général du canton d'Embrun depuis 1968, maire de Briançon depuis 1971. M. Dijoud

M. PAUL DIJOU

(D.O.M.-T.O.M.)
M. Paul Dijoud est né le 22 juin 1936 à Neully-sur-Seine (Seine-et-Marne). Ancien élève de l'École nationale d'administration, il est élu député de la deuxième circonscription des Hautes-Alpes en 1967 et sera réélu en 1968 et en 1973. Conseiller général du canton d'Embrun depuis 1968, maire de Briançon depuis 1971. M. Dijoud

est successivement secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, sous la présidence de Georges Pompidou. Secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, puis secrétaire d'Etat aux affaires, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Il est réélu député (U.D.F.-F.R.) des Hautes-Alpes (avec 50,1 % des suffrages) en mars 1978. Candidat son siège à son suppléant, M. Marcel Fayot (U.D.F.), il devient secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer en avril 1978.

M. OLIVIER STIRN

(affaires étrangères)
Sous-secrétaire, M. Stirn a été chef de cabinet de plusieurs ministres avant d'être élu député U.D.F. de la quatrième circonscription de Calvados en 1968 (réélu en 1973). Conseiller général du canton de Vire (Calvados) depuis 1970, maire de Vire depuis 1971. M. Stirn est secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (avril 1973-mai 1974), puis secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer en juin 1974. Vice-président du parti radical socialiste depuis 1973, il est réélu, au premier tour, député (U.D.F.-radical) du Calvados (avec 61,05 % des suffrages) en mars 1978. Il cède son siège à son suppléant, M. Antoine Lepetit (U.D.F.), et devient secrétaire

M. LIONEL STOLÉRU

(travailleurs manuels)
Polytechnicien, membre du cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances (1968-1974), puis président de la République (1974-1981). Il entre dans le gouvernement de M. Chirac, en janvier 1974, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail chargé des travailleurs manuels et continue d'exercer ces fonctions dans le gouvernement de M. Barre. En 1976, il est présent dans la deuxième circonscription législative des Vosges (Saint-Dié) lors d'une élection U.D.F.-P.R., mais n'avait obtenu que 44,4 % des voix contre M. Pierret (P.S.).

M. PIERRE BERNARD REYMOND

(affaires étrangères)
M. Pierre Bernard-Raymond est né le 19 janvier 1944 à Gap. Il a occupé d'avril 1971 à mars 1978 les fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, chargé du budget.

En 1978, la première fois, description des Hautes-Alpes, le 6 décembre 1977, il a été réélu en 1973. Après la naissance du Centre des démocrates socialistes, il occupe au poste de secrétaire général adjoint de cette formation, mais renonce à ces responsabilités lors du congrès de Lyon du C.D.S., en octobre 1977. En 1978, il fut réélu député sous l'étiquette U.D.F. (avec 53 % des suffrages), et laisse son siège à son suppléant, M. René Serres (U.D.F.), pour devenir secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

En 1978, M. Pierre Bernard-Raymond avait présidé le comité des usagers de l'Education, créé pour transmettre au gouvernement doléances et propositions.

M. FRANÇOIS DELMAS

(environnement)
Avocat, maire indépendant de Montpellier (Hérault) de 1969 à 1977. Devenu membre du courant politique de la Fédération nationale des républicains indépendants, il entre, en 1978, avec 53,3 % des voix, le siège de député de la première circonscription de l'Hérault (Montpellier-Lodève) à son titre sortant. M. Frêche, qui lui avait ravi la mairie un an plus tôt, il est entré au gouvernement en avril 1978 comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie. Son suppléant est M. Robert Fabre (U.D.F.).

Mme NICOLE PASQUIER

(emploi féminin)
Entrée en 1971 au conseil municipal de Caluire-et-Cuire (Rhône), devenue en 1977 première adjointe au maire, M. Frédéric Dugonjon, député U.D.F. Mme Nicole Pasquier, mariée, a été déléguée régionale pour la région Rhône-Alpes (de 1974 à 1978), puis déléguée nationale à la condition féminine, auprès du premier ministre, de 1978 à 1978. Membre du parti radical, elle est secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargée de l'emploi féminin depuis le 12 janvier 1978. Elle est née le 19 novembre 1930 à Lyon.

M. J.-P. PROUTEAU

(P.M.E.)
Ancien grand-maître du Grand-Orient de France (1970-1975), M. Jean-Pierre Prouteau a été notamment président du Centre national de coopération interprofessionnelle et directeur général de la Confédération des entreprises mutualistes agricoles à partir de 1976. Cette activité professionnelle l'a conduit à rallier en 1977 les groupes Initiative et Responsabilité (C.S.R.) créés par M. Debatisse (F.N.S.E.A.), Chirac (P.M.E.), Charpentier (C.O.C.), Combe (chambres de métiers) et Mouton (syndicats agricoles). De sensibilité radicale, il avait rallié le parti radical en 1978. Il avait été nommé le 6 avril 1978 secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de la petite et moyenne industrie. M. Prouteau ne cesse pas des ambitions électorales dans l'Indre où il s'est montré particulièrement présent depuis quelques mois.

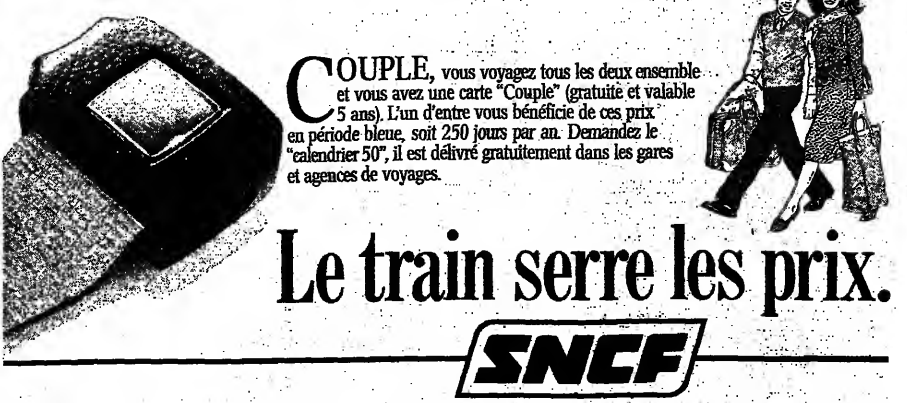
M. JACQUES FOUCHIER

(agriculture)
Docteur vétérinaire, M. Jacques Fouchier avait donné sa démission de maire de Saint-Maur-Nicolas (Deux-Sèvres) après son échec lors du renouvellement cantonal de mars 1970, mandat qu'il détenait depuis 1961. élu de la deuxième circonscription des Deux-Sèvres depuis 1968, il avait remporté 50,25 % des voix au premier tour des législatives de mars 1978. Nommé secrétaire

NE VOUS SERREZ PAS LA CEINTURE!


Paris-Lyon	: 73 ^F
Paris-Biarritz	: 111 ^F
Paris-Strasbourg	: 71 ^F
Paris-Reims	: 24 ^F
Paris-Nantes	: 56 ^F
Bordeaux-Marseille	: 96 ^F

Ces prix sont des aller simples en 2^e classe avec 50 % de réduction dont vous pouvez bénéficier grâce à la carte "Couple". Prix au 30 mars 1981 garantis pendant la validité des tarifs.



COUPLE, vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, soit 250 jours par an. Demandez le "calendrier 50", il est délivré gratuitement dans les gares et agences de voyages.

Le train serre les prix.



CRÉATEURS
ENTREPRISE ET EXPORTATIERS
Votre siège
à Paris ou à Londres
de 80 à 300 F par an
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 54 bd. rue du Louvre
75001 PARIS
Tél. 267-61-22

• **RECHERCHES.** — « L'homme rapillé », de Gaston Milron (Maspère), dont nous avons parlé dans « la Nouvelle des livres » du 5 mai, est vendu, aujourdh, de 45 francs. Le

BREJNEV □ A Short Biography □ Selected Speeches and
Writing on Foreign Affairs □ How it Was □ Virgin Lands:
Two Years in Kazakhstan 1954-5 □ Socialism Democracy and
Human Rights: *Chez le même éditeur*

مكتبة من الامم

lettres étrangères

Joyeux naufrages

PAR une nuit sombre du printemps 1912, la ville de Rotterdam fut ébranlée par un tremblement de terre. L'incendie déclenché par le choc se propagea rapidement. Les rues furent envahies par les flammes. Les habitants se précipitèrent vers les rues. Les pompiers se précipitèrent vers les incendies. Les rues furent envahies par les flammes. Les habitants se précipitèrent vers les rues. Les pompiers se précipitèrent vers les incendies.

En ce temps-là, nous perdions tout ce que nous avions. Les rues furent envahies par les flammes. Les habitants se précipitèrent vers les rues. Les pompiers se précipitèrent vers les incendies. Les rues furent envahies par les flammes. Les habitants se précipitèrent vers les rues. Les pompiers se précipitèrent vers les incendies.

Edith Wharton

(Suite de la page 19.)

On pourra toujours dire que la psychologie mondaine, telle que l'écrivain Edith Wharton, avait son époque et qu'elle est aujourd'hui dépassée. Mais la psychologie mondaine, telle que l'écrivain Edith Wharton, avait son époque et qu'elle est aujourd'hui dépassée. Mais la psychologie mondaine, telle que l'écrivain Edith Wharton, avait son époque et qu'elle est aujourd'hui dépassée.

Certaines pages sont magnifiques et, plus que jamais, évoquent l'époque. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LA est l'art d'Edith Wharton, fait de précision, de clarté, de finesse. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

ments de l'après 88. On trouve chez lui la même ironie torquese et l'humour que chez Heinrich Heine. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Nous croyons encore à une fin, à l'époque (quand, à l'époque ?), à l'époque (quand, à l'époque ?), à l'époque (quand, à l'époque ?).

JACQUES LE RIDER.

(Suite de la page 19.)

Henry James. Il faut jusqu'à bout du porte-plume devant la question de fond, posée à tout romancier, qu'est le « point de vue » de l'auteur. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Un des pères de la fiction moderne, et de sa liberté, c'était James. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LA est l'art d'Edith Wharton, fait de précision, de clarté, de finesse. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Une excursion dans le récit

LA publication de Propos de petit défendeur à Miami a été l'occasion de réfléchir aux aspects de la littérature américaine. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

De sa vie, on sait peu de choses. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

JACQUES LE RIDER.

(Suite de la page 19.)

Henry James. Il faut jusqu'à bout du porte-plume devant la question de fond, posée à tout romancier, qu'est le « point de vue » de l'auteur. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Un des pères de la fiction moderne, et de sa liberté, c'était James. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LA est l'art d'Edith Wharton, fait de précision, de clarté, de finesse. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LETTAU RETROUVÉ

encore : Lettau a soutenu en 1940 une thèse sur l'Utopie et l'art du roman. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Les thèses, second texte du volume, sont très en action. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

JACQUES LE RIDER.

(Suite de la page 19.)

Henry James. Il faut jusqu'à bout du porte-plume devant la question de fond, posée à tout romancier, qu'est le « point de vue » de l'auteur. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Un des pères de la fiction moderne, et de sa liberté, c'était James. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LA est l'art d'Edith Wharton, fait de précision, de clarté, de finesse. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

horrible en vérité de la bouche de personnages qui ont nom Ignorant, Richard Nixon, le colonel Petro Swine, porte-parole de la justice chilienne, ou encore le président américain Gerald Lettau. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

PHILIPPE MIKRIAMAS.

(Suite de la page 19.)

Henry James. Il faut jusqu'à bout du porte-plume devant la question de fond, posée à tout romancier, qu'est le « point de vue » de l'auteur. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

JACQUES LE RIDER.

(Suite de la page 19.)

Henry James. Il faut jusqu'à bout du porte-plume devant la question de fond, posée à tout romancier, qu'est le « point de vue » de l'auteur. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Un des pères de la fiction moderne, et de sa liberté, c'était James. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

LA est l'art d'Edith Wharton, fait de précision, de clarté, de finesse. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger. Mais pour ce passage où l'auteur décrit la vie mondaine, on se sent un peu étranger.

Bertrand POIROT - DELPECH
La Légende du siècle
roman
Un livre drôle et cinglant qui se déroule à toute vitesse et nous jette noir passé à la tête avec le parti pris d'en rire.
Jacqueline Piatier / Le Monde

Gallimard

IRWIN SHAW
Acte de foi
Humour, tendresse poétique et folie...
L'Amérique et les Américains vus par l'extérieur du "BAL DES MAUDITS"
PRESSES DE LA CITE

LA GUERRE SECRETE
1939-1945
2 volumes 226 p.
« Infinitement plus passionnant que le plus passionnant des romans d'espionnage ».
Yves Fierens
MONDES DIPLOMATIQUE

FAJARDIE SNIPER
Un Nouvel Imaginaire Policier
FAYARD/NOIR

Anais Nin
Vénus Erotica
LIVRE POCHÉ

Un vrai roman historique, par un vrai historien.
Pierre Darmon
Gabrielle Perreau
Femme adultère
roman
L'extraordinaire histoire de la belle et infortunée Gabrielle Perreau, de son triomphe et de sa chute. Au siècle de Louis XIV, la loi est intraitable pour les pécheresses...
GRASSET

"Franz Cimbali, il faut payer"
CASH!
Paul Loup Sulitzer
Le héros de MONEY face aux grands fauves de la finance internationale.
roman/denoël

Le Monde

Société

JUSTICE

EN RAISON DU SURPEUPLEMENT

Nouvelle manifestation de détenus à la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines)

Une centaine de détenus de la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines) ont manifesté le vendredi 13 mai, dans plusieurs cours de l'établissement, en refusant de répondre aux appels pour le défilé de la manifestation de la détermination. Certains ont refusé de répondre aux appels pour le défilé de la manifestation de la détermination. Certains ont refusé de répondre aux appels pour le défilé de la manifestation de la détermination.

Une centaine de détenus de la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines) ont manifesté le vendredi 13 mai, dans plusieurs cours de l'établissement, en refusant de répondre aux appels pour le défilé de la manifestation de la détermination. Certains ont refusé de répondre aux appels pour le défilé de la manifestation de la détermination.

Des officiers de G.R.S. rappelés qu'ils sont au service de la République.

Le Syndicat national indépendant des officiers de G.R.S. (S.N.I.O.), qui a tenu son 13^e congrès le 12 mai, a décidé de demander qu'un représentant du personnel du G.R.S. soit nommé au sein du conseil d'administration de la prison de Bois-d'Arcy.

Le Syndicat national indépendant des officiers de G.R.S. (S.N.I.O.), qui a tenu son 13^e congrès le 12 mai, a décidé de demander qu'un représentant du personnel du G.R.S. soit nommé au sein du conseil d'administration de la prison de Bois-d'Arcy.

Un enquêteur de la D.S.T. est accusé d'avoir participé à des attentats.

Un enquêteur de la D.S.T. à Versailles (Direction de la surveillance du territoire) a été accusé d'avoir participé à des attentats. Il s'agit de M. Joly, qui a été accusé d'avoir participé à des attentats.

L'amour maternel et la perplexité d'un tribunal.

Toulon. — Jugé mardi 12 mai par un tribunal correctionnel de Toulon pour avoir détourné des fonds de la commune de 1975 à 1978, 1 540 000 F, une employée, Agnès de Toulon, a été condamnée à 10 ans de prison.

Toulon. — Jugé mardi 12 mai par un tribunal correctionnel de Toulon pour avoir détourné des fonds de la commune de 1975 à 1978, 1 540 000 F, une employée, Agnès de Toulon, a été condamnée à 10 ans de prison.

SPORTS

FOOTBALL

LA CRISE DE L'O.M.

Mise en place d'un directoire provisoire

Marseille. — M. Jean Sadoul, président du Groupement du football professionnel (G.F.P.), a annoncé, le vendredi 14 mai, à Marseille, la mise en place d'un directoire provisoire chargé, avec sa caution, de prendre la relève des anciens dirigeants de l'Olympique de Marseille. Ce directoire est composé de cinq personnes, qui ont fait la démonstration, a déclaré M. Sadoul, de leur volonté de servir l'O.M.

Marseille. — M. Jean Sadoul, président du Groupement du football professionnel (G.F.P.), a annoncé, le vendredi 14 mai, à Marseille, la mise en place d'un directoire provisoire chargé, avec sa caution, de prendre la relève des anciens dirigeants de l'Olympique de Marseille.

La participation de la municipalité

M. Jean Sadoul a été désigné comme le « chef de file » de ce groupe de futurs dirigeants. Agé de quarante-sept ans, il a joué pendant quatre ans, de 1975 à 1979, le club de football du F.C. Girardin. Ancien arbitre fédéral, il préside depuis dix ans le district du Dauphiné.

TBILISSI VAINQUEUR DE LA COUPE DES COUPES

L'équipe soviétique du Tbilissi a remporté le mercredi 12 mai, à Düsseldorf, la finale de la Coupe des vainqueurs de Coupes en battant l'équipe allemande du Borussia Dortmund 2 à 1.

L'équipe soviétique du Tbilissi a remporté le mercredi 12 mai, à Düsseldorf, la finale de la Coupe des vainqueurs de Coupes en battant l'équipe allemande du Borussia Dortmund 2 à 1.

TENNIS

Les tournois professionnels

L'OCCUPATION DU TERRAIN PAR LA GUERRE

Une conférence de presse a été tenue le mercredi 13 mai au stade Roland-Garros par M. Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis, sur le thème « L'occupation du terrain par la guerre ».

Une conférence de presse a été tenue le mercredi 13 mai au stade Roland-Garros par M. Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis, sur le thème « L'occupation du terrain par la guerre ».

Une conférence de presse a été tenue le mercredi 13 mai au stade Roland-Garros par M. Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis, sur le thème « L'occupation du terrain par la guerre ».

GUY PISTE

Une conférence de presse a été tenue le mercredi 13 mai au stade Roland-Garros par M. Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis, sur le thème « L'occupation du terrain par la guerre ».

PARTEZ POUR 797 F PAR MOIS.

Renault Bail vous propose* un bail avec option d'achat de 48 mensualités de 797 F: soit au total 38 256 F TTC. Dépôt de garantie initial de 11 000 F TTC égal à l'option d'achat finale - Coût total en cas d'acquisition: 49 256 F. Offre valable du 1^{er} Mai au 30 Juin 1981 - Renault 14 TL, millésime 81, prix clés en main au 13/04/81: 36 800 F TTC.

Renault Bail, société anonyme au capital de 150 000 000 F. Siège social: 51-53 Champs Elysées 75361 Paris Cedex 08 - RC Paris B 702002221.

* sous réserve d'acceptation du dossier.



RENAULT 14 TL

Jimmy Goldsmith est...
estimeré que not...
la vérité de l'in...
nous déclare

مذا من لامل

ÉNERGIE

Enrichissement de l'uranium

MISE EN SERVICE DU DERNIER ATTELIER D'EURODIF

Le quatrième et dernier atelier d'EURODIF, usine civile d'enrichissement de l'uranium située à Pierrefeu, dans la Drôme, vient de faire l'objet d'une mise en service partielle. Sur les vingt groupes d'enrichissement qu'il abrite, on en a mis en fonctionnement la mise en service d'une quinzaine d'autres devant se faire d'ici l'été.

EURODIF sera alors en mesure de produire 10 millions d'unités de travail (U.T.A.) de l'uranium enrichi (U.E.U.), la pleine capacité — 10,5 millions d'U.T.A. — ne devant être atteinte que dans les premiers mois de 1982. À cette époque, l'usine d'enrichissement pourra alors subvenir aux besoins en combustible de quatre-vingt réacteurs de 100 mégawatts. L'un d'eux, EURODIF, a déjà produit 5 millions d'U.T.A., dont la moitié ont été envoyés par l'électricité de France.

Régagé en mars 1975, le chantier de l'usine EURODIF s'achève donc dans les délais ; on presque si l'on tient compte du très léger retard volontairement décidé par la direction pour amortir les problèmes de fin de chantier auxquels les entreprises qui travaillent sur place se trouvaient en face.

CORRESPONDANCE

Sûreté nucléaire

Nous remercions de M. Henri Pflieger, directeur de la sûreté nucléaire, la lettre suivante :

Le Monde du 22 avril offre en première page un article développant des considérations pessimistes sur la « sûreté nucléaire » à partir d'un incident survenu dans une centrale nucléaire japonaise, à la suite duquel quelques dizaines de milliers d'habitants d'un quartier résidentiel ont été évacués à l'ouest de la mer.

Ce n'est pas pour rappeler les événements de Three Mile Island, l'incident du site de La Hague, pour citer des chiffres sans aucune signification scientifique ou médicale, mais qui, néanmoins, impressionneront les lecteurs profanes.

« La presse est donc faite, écrivez-vous, que les plus grandes précautions ne peuvent empêcher l'existence d'accidents », et vous concluez : « La réussite actuelle de la politique française ne doit pas faire sous-estimer ce risque ».

qu'on ne s'attende pas, en dépit de la publicité tapageuse qui leur est donnée dans la presse et de l'émotion qu'elle suscite, à être par les médias, dans l'opinion publique.

Il faut rappeler que l'histoire de la sûreté nucléaire n'a pas à se reproduire la mort de personnes, que les quelques irradiations résultant des accidents ou d'incidents nucléaires ne sont guère plus importantes que celles qui sont administrées lors d'une radiographie médicale, et que l'irradiation des populations due au développement de l'énergie nucléaire, tel qu'il est prévu en France jusqu'à la fin du siècle, est négligeable en regard de celle que détermine la nature, par le rayonnement cosmique, la radioactivité naturelle du sol, le processus qui constitue

le corps, sans tenir compte des irradiations diverses dues à la médecine, à la télévision, à la combustion du charbon, etc. de cette trappes et trébuchés de la même balance pour mesurer le poids des incidents nucléaires — pour eux, c'est la trébuchette du pesoir d'or — et celui des accidents dus aux autres énergies — là, c'est au moins la balance de l'acier d'Alain, dans l'information la plus récente, quelques lignes vous suffisent, en dernière page de ce même numéro du Monde du 22 avril, pour relater l'incident de Saint-Vincent, où le pas à pas, l'essai et l'essai, et la semaine précédente, par exemple, en page 11 du Monde du 14 avril, quelques lignes encore pour annoncer un coup de grêle dans une mine de charbon des États-Unis, responsable de la mort de quinze mineurs.

« M. Rougemont pourrait renvoyer à nospiter les bénéfices « liés » de la production d'énergie nucléaire, l'Administration Rougemont prépare une loi progressive de la fin du siècle, qui — l'imposition des bénéfices tirés du prix du pétrole aux États-Unis — pour stimuler la production. En 1983, la loi sur la « production d'énergie » de pétrole — les incitations les plus coûteuses à extraire — serait supprimée. L'an prochain, cette loi serait supprimée.

Il ne faut pas oublier que la France doit rapporter 22 milliards de dollars, dont 11 en 1981, pour le pétrole de la « troisième catégorie ».

« Le Rougemont batte sa production pétrolière... Le Rougemont a décidé de réduire sa production à 1,25 millions de barils par jour. Depuis plusieurs années, la production de pétrole a été en moyenne de 1,5 million de barils quotidiennement (76 millions de tonnes par an).

**Ils créent.
Ils gèrent. Ils participent.
Ils sont clients,
souvent sociétaires
des Banques Populaires.
De toutes les régions,
ils témoignent.
Sur RTL. Sur RMC.
Ecoutez-les.**

*“Quand j'ai besoin d'un coup de main,
j'aime bien trouver des gens en face.”*



Banque Populaire

TIERS-MONDE

Libres opinions

Pour un plan social mondial

par RENE BALLAYER (*)

SELON les statistiques de l'ONU, cinquante millions de personnes, dont vingt millions d'enfants, vivent de la faim et de la malnutrition sont mortes l'année dernière. Certes, les Nations unies ont tenté d'apporter une aide aux pays les plus démunis, mais cette aide n'a été que la lueur d'une bougie dans la nuit de la famine, par l'absence d'un véritable plan social mondial. L'objectif officiel était de 0,70 % du P.N.B., la contribution la plus importante, par rapport au P.A.S., celle de la Suède en 1977, ne se montait qu'à 0,55 % et celle de la France à 0,45 %. En réalité, une aide minime des pays donateurs, à hauteur de 0,15 % du P.N.B., permettrait seulement de sauver...

Les pays industrialisés qui correspondent au quart de la population totale, qui consomment 85 % de l'énergie mondiale, ayant une production qui débouche sur une consommation exponentielle, peuvent-ils laisser se poursuivre l'effort qui les sépare des pays les plus pauvres ?

Un drame d'une telle dimension humaine suppose des mesures portant la marque de la solidarité — qui demandent le fondement de la paix — et de la fraternité.

Stipuler dans la législation du travail des pays riches de l'Europe et, surtout, à l'échelle mondiale, les mesures suivantes :

- D'un côté, une utilisation systématique de la main-d'œuvre ;
- De l'autre, une technologie de plus en plus sophistiquée.

Le coût salarial horaire est, par exemple, de 2 francs en Corée du Sud ; au Vietnam, un ouvrier du textile travaille six heures hebdomadaires ; quant aux chapeaux patronaux, elles sont d'environ 4 % du salaire. Quelle bonté d'homme ! dans ces régions, avec comme conséquence le sous-emploi, le chômage dans d'autres pays.

S'il n'est pas possible d'intervenir dans ce domaine, la nécessité absolue de sauver des millions de vies humaines conduit à la création d'un fonds social mondial, qui serait alimenté par une sorte de participation des charges affectant la production sociale dans tous les pays ; la totalité des sommes perçues serait redistribuée aux pays les plus démunis (1).

L'objet du fonds serait de permettre aux pays les plus pauvres et la reprise des terres de la CHNED, de « développer par économie en vue d'un développement autonome selon des normes minimales internationalement reconnues en matière de nutrition, de santé publique, de transports et communications, de logement, d'équipement et d'emploi ».

Ce fonds pourrait être alimenté par le report de la Banque mondiale de toutes les données pour élaborer l'ensemble d'une loi sociale et, notamment, d'une classification-type par industrie de toutes les branches d'activité économique (CIT), par exemple :

- Agriculture et agriculture rurale, les classes 211, 213, 214, de la CIT ;
- Textiles et vêtements, les classes 321 à 324 ;
- Machines et matériels de transport, les classes 352 à 354 ;
- Produits chimiques, les classes 351 et 352, etc.

Comment évaluer cette taxe de participation ? Plusieurs formules sont possibles, l'on suggère une. Pour chaque tonne produite de chaque pays, l'on fixe un montant fixe. Quel est dans le pays de l'origine l'indicateur du développement social correspondant à ce type de fabrication ? Ainsi, par rapport à une moyenne à déterminer, une taxe de participation sociale serait appliquée ou non à la paire de chaussures avant d'être commercialisée.

À noter que, pour tous les pays, les taxes de collection et plafond de salaires, notamment le développement de la sécurité sociale, sont considérés comme des éléments essentiels de la sécurité sociale.

Quel serait le rôle ? Parmi les administrations : la Croix-Rouge, l'UNICEF.

Apports des pays industrialisés. Pour éviter toute simplification de protectionnisme, ces pays apporteraient une contribution en rapport avec leur P.N.B.

Conséquences non économiques de la création de ce fonds :

- a) Apporter une contribution financière à la lutte contre la faim ;
- b) Stimuler une réflexion de proportionnalité de certains pays, concernant la protection sociale de leurs citoyens ;
- c) Offrir à notre jeunesse, en matière de valeurs et d'idéaux, l'image d'un monde plus fraternel ;
- d) Le volume considérable des équipements à réaliser dans les pays concernés, est susceptible de relancer les échanges internationaux et par là même d'entraîner un développement à l'échelle économique globale, et de réduire le sous-emploi et le chômage.

« Donner conscience aux hommes de la grandeur qu'ils ignorent en eux », écrit André Malraux en 1934. La situation déshéritée des pays les plus pauvres devrait conduire à l'émergence de consciences, d'entraide mutuelle, de solidarité.

(1) M. Claude Champaud, président du comité économique et social de l'Unesco, M. de Witman, directeur général de l'Unesco, ont tenu à exprimer leur soutien pour cette proposition. Plusieurs-les contributeurs à la loi sociale mondiale.

(*) Ballayer (René), maître d'hôtel, président du conseil général de la Mayenne.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
2050 AVENUE JONES - 15, LEXINGTON, KY 40503-0001
(C) 1980 INSTITUT DES AFFAIRES
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1981
date limite de dépôt des dossiers
de candidature pour la dernière session :
lundi 1^{er} juin 1981.

(Publié)
ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE
DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE
CHAOUEN

AVIS DE RECRUTEMENT D'EXPERTS

La Direction provinciale de l'Agriculture de Chaouen (Royaume du Maroc) recherche DEUX INGÉNIEURS AGRONOMES (ou niveaux équivalents) :

— Un Pastoraliste spécialisé dans l'aménagement, l'exploitation et la conservation des fourrages dans la zone méditerranéenne.

— Un Zootechnicien spécialisé en conduite de l'élevage bovin et petits ruminants.

* Expérience : minimum de cinq ans.
* Langue : français ou arabe marocain.
Adresse : C.V. détaillé à M. le Directeur provincial de l'Agriculture, B.P. N° 5, CHAOUEN (Maroc).

FAITS
CHIFFRES
"B"
Briti
Nous nous

هكذا من راصد

Chute de l'or

Concorde	327	326	Financière
Espagne de France	373 25	368	Pt. Cr. et
Franc. Victoria	270	238	France St
France L.A.R.	190	129 80	Hydro-E
GAN (Sul. Contr.)	735	738	

exercice 1980 (3,17 millions de francs) contre 47,97 millions pour 1979).

360	360	158 90	180	(NV) Champion	320	320
(C) 136 10	137	C.E.V.	165	Continental	330 70	368
273 80	276	Fonc. Ch. d'Ét.	388	Ch Industrielle	284	284
22	22 90	(M) S.O.F.P.P.	50 60	(U) Dée. & Nord	132	132

Ésitation a prévaln à Wall
n long de cette stance id

West Europe	322	313	Buen. Amer.
Mexico	17 30	17 85	A.E.G.
North America	354	354	Alcan
Proseut. (act. out.)	114 20	116	Alcan Alum
Rest-of-For. G.S.P.	7 50	

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette

VALEURS	% du nom.	% de cotation	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
---------	--------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans

[illegible]

GenSAF.....204 | 203 | 187 | 205 | 134 | - (001).....112 | 111 | 110 | 109 | 108 | 107 | 106 | 105 | 104 | 103 | 102 | 101 | 100 | 99 | 98 | 97 | 96 | 95 | 94 | 93 | 92 | 91 | 90 | 89 | 88 | 87 | 86 | 85 | 84 | 83 | 82 | 81 | 80 | 79 | 78 | 77 | 76 | 75 | 74 | 73 | 72 | 71 | 70 | 69 | 68 | 67 | 66 | 65 | 64 | 63 | 62 | 61 | 60 | 59 | 58 | 57 | 56 | 55 | 54 | 53 | 52 | 51 | 50 | 49 | 48 | 47 | 46 | 45 | 44 | 43 | 42 | 41 | 40 | 39 | 38 | 37 | 36 | 35 | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | 29 | 28 | 27 | 26 | 25 | 24 | 23 | 22 | 21 | 20 | 19 | 18 | 17 | 16 | 15 | 14 | 13 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES FEMMES ET LES ÉLECTIONS : Vues et revues : « Offenses et humiliations », par Yves Fassin. — La victoire de la gauche », par Marie-Alexandra Macédo. — La laide des femmes », par Madeleine Chazot.

ÉTRANGER

3 à 5. L'ATTENTAT CONTRE JEAN-PAUL II. — Des lésions graves mais un pronostic favorable. — Une stupéfaction universelle. — La plus haute autorité morale de la Pologne. — La langue grammaticale de M. Jean-Paul II.

EUROPE

ISLANDE DU NORD : La presse qui doit accompagner le dépouillement des urnes.

AFRIQUE

TUNISIE : Des élections législatives anticipées pour fin octobre.

PROCHÉANT

EGYPTE : La démission du vice-président du conseil.

LIBAN

Les positions d'Israël et de la Syrie demeurent opposées.

ARGENTINE

L'ancien président Menem pourrait être gracié.

ASIE

CAMBODGE : De la terre à la cuisine (II), par Jacques de Barra.

POLITIQUE

10 à 14. LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT BARRE.

15 à 18. APRES L'ÉLECTION DE FRANÇOIS MITTERRAND.

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON de Bernard Pons-Dupuy. — Princes de la République.

20. ROMAN : Michel Cusi. — 22-23. ÉTUDE : Il y a cent ans naît Teilhard de Chardin.

24. LETTRES ÉTRANGÈRES : Lettres retrouvées.

SOCIÉTÉ

26. JUSTICE. — 27. PRESSE : La crise de « l'Express ».

RÉGIONS

28. CIRCULATION.

CULTURE

29. THÉÂTRE : La mort de René Kellay. — Comme un docteur, par Antoine Vitez.

30. MUSIQUE : Le Septième symphonie de Mahler, par Leonard Bernstein.

ÉCONOMIE

31. AFFAIRES : La Commission européenne annonce le report des élections de 1981.

32. TIERS-MONDE : Libre opinion : « L'ère du socialisme mondial », par René Bellier.

SOCIAL

33-39. MARCHÉ COMMUN : La coopération européenne avec l'Afrique retourne l'un des plus importants domaines de la nouvelle politique européenne de la France.

RADIO-TELEVISION (SI) INFORMATIONS

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

« Services » (41). — Bibliographie : Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales. — Lettres nationales.

LA POLITIQUE NUCLÉAIRE DE M. MITTERRAND

La construction de la centrale de Chooz devrait être remise en cause

L'un des derniers actes de M. Giroud, ministre de l'Industrie du gouvernement socialiste, a consisté à signer le décret d'utilité publique de la centrale nucléaire de Chooz, dans les Ardennes. Mais tout laisse penser que celui-ci ne sera pas publié au Journal officiel et s'aura donc pas d'effet.

Malgré l'extrême prudence manifestée par ses déclarations sur le nucléaire, lors de sa campagne, M. Mitterrand a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

La site de Chooz comporte déjà une petite centrale nucléaire à eau pressurisée. Mais E.D.F. espère y construire quatre réacteurs supplémentaires de 1 300 MW chacun. Située à proximité de la frontière belge, cette centrale suscite des critiques non seulement de la population locale — qui s'est opposée au projet — mais aussi de nombreuses personnalités belges. Un récent rapport du bureau de presse de la commune de Chooz, « Le nucléaire à Chooz », a été remis au maire de la ville de Namur.

La réaction en chaîne s'est poursuivie. M. Mitterrand a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

M. HAIG AFFIRME QUE CUBA POURSUIT SES LIVRAISONS D'ARMES EN AMÉRIQUE CENTRALE

Washington (A.P.P.). — M. Alexander Haig, secrétaire d'État, a affirmé mardi 12 mai que Cuba avait repris ses livraisons d'armes en Amérique centrale.

Dans un entretien avec les membres du conseil de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. Haig a souligné, selon M. Robert Dornan (Républicain), l'un des participants, que « des livraisons massives d'armes (vers le Salvador) avaient été faites il y a quelques jours ». M. Dornan a ajouté que les livraisons de Cuba étaient également des armes et qu'il était difficile de savoir si elles étaient destinées à la guerre ou à la police.

Par ailleurs, le général Haig a déclaré à l'Assemblée nationale que Cuba poursuivait ses livraisons d'armes en Amérique centrale. Il a souligné que ces livraisons étaient destinées à la guerre et non à la police.

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

En Egypte

M. ALI SABRI EST LIBÉRÉ

Le Caire (A.P.P.). — M. Ali Sabri, ancien vice-président de la République égyptienne, condamné à mort en 1971 pour complot contre le président Sadat, a été libéré mardi 12 mai. Il avait été détenu dans la prison de la Santé à la suite de sa condamnation à mort. M. Sabri avait été libéré après avoir été condamné à mort pour complot contre le président Sadat.

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

En Espagne

DEUX GARDES CIVILS TUÉS ET UN BLESSÉ DANS UN NOUVEAU ATTENTAT AU PAYS BASQUE

Léon (A.P.P.). — Deux gardes civils ont été tués et un blessé dans un attentat au pays basque. L'attentat a été perpétré par des membres du mouvement indépendantiste basque. Les gardes civils ont été tués par une explosion de dynamite.

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

En Israël

LA CRÈCHE DE LA VILLE D'ISRAËL

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas de nouvelles chemises de centrale nucléaire de Chooz avant que n'ait été pris un décret national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum. »

Le 13 mai, le ministre de l'Industrie a écrit, le 21 avril, au comité de défense de cette vallée de la Meuse : « Il n'y a pas